

La prochaine période impose une réorientation stratégique Solidaire **Récuser le tango avec le PQ pour la stratégie d'indépendance écosocialiste**

Le résultat des élections (voir annexe) consacre une avancée notoire de la droite dure et identitaire avec la percée du parti Conservateur (PCQ) mais aussi la conquête d'une faible majorité par un parti Québécois (PQ) qui ne cesse de virer à droite et de blâmer l'immigration (de couleur) pour tous les maux sociaux. Quant à Québec solidaire (QS), le seul parti électoralement crédible marqué à gauche et le seul qui refusait les coupes tout en voulant imposer les très riches pour quelque peu réinvestir dans les services publics, il a reculé tant au niveau de sa députation que du vote populaire pour lequel il a terminé en cinquième position. Certes, QS a pu éviter le pire du simple fait qu'il lui a été facile de se démarquer de ses adversaires tellement à droite. Toutefois, QS n'a pas su, malgré l'adversité du déferlement ultradroitier, remonter la pente grâce à une plateforme tranchante et une mobilisation en grande de la jeunesse progressiste comme l'ont fait l'aile gauche du parti Démocrate des ÉU associé au Democratic Socialists of America (DSA), quoiqu'on pense de cette très risquée stratégie entriste, et le parti de Gauche (Die Linke) allemand.

Tant et si bien que l'Assemblée nationale se retrouve dans un équilibre instable où le minoritaire parti gouvernemental peut mathématiquement manger à trois râteliers pour se faire une majorité à la pièce. Sauf que les Libéraux (PLQ), opposition officielle, et le PCQ, deuxième opposition, qui ont électoralement parlant le vent dans les voiles auront hâte d'en découdre en votant la non-confiance dans les plus brefs délais acceptables vis-à-vis l'opinion publique d'autant plus que les pépins conjoncturels ne manqueront pas pour enfarger le PQ. Quant à QS, certes soulagé, contrairement à la CAQ, d'encore exister s'il ne veut pas se retrouver gros-Jean comme devant il doit stratégiquement se repositionner à moins de se satisfaire d'être le parti bonne-conscience-idéaliste renonçant définitivement à conquérir la direction du gouvernement. Il est en effet possible que l'actuelle direction de QS se satisfasse de s'enfermer dans ce petit confort où le NPD/CCF fédéral s'est installé depuis près d'un siècle comme tiers parti, sauf lors de l'élection de 2011. Même cette stratégie n'est pas devenue sans risque comme l'a montré la débarque du NPD lors des dernières élections fédérales tant et si bien que ce parti tente de se radicaliser à gauche pour ne pas disparaître. Voilà la tâche clef de redressement du parti dévolue à la gauche de QS dite « parti de la rue ».

S'extirper de la politique de pression et d'alliance et opter pour un redressement stratégique

La voie royale hâtant la marginalisation de QS serait de suivre le conseil du [petit collectif autour de l'ex-président de la CSN, Jacques Létourneau](#) soit qu'il y a « *un impératif historique [...à] édifier une alliance du Parti québécois (PQ) et de Québec solidaire (QS), la seule voie possible permettant de réaliser l'indépendance du Québec d'ici 2030.* » On peut certainement pousser dans les brancards le PQ pour qu'il réalise [ses engagements à la pièce sur l'enjeu environnemental](#) (cible plus ambitieuse de réduction des GES, « *expansion d'un réseau représentatif et connecté d'aires protégées pour viser 30 % de territoire protégé d'ici 2030, notamment dans le sud du Québec* », prioriser le transport en commun, financement accru des municipalités pour l'adaptation). Idem pour la réforme du mode de scrutin et la réforme de l'école à trois vitesses. Mais s'enfermer dans une politique de pression, et pire dans une politique d'alliance, laisse au PQ l'initiative stratégique. En termes de politique économique pour la prochaine période, laquelle en ce XXI^e siècle est automatiquement une politique écologique,

ce serait laisser le PQ, avec QS à sa remorque, suivre la recommandation du petit collectif Létourneau soit « *[p]our l'avenir du Québec, il faut plutôt miser sur la poursuite du Plan d'action 2035 d'Hydro-Québec et investir massivement dans l'éolien, le solaire et toutes énergies renouvelables.* » Ce serait consentir à embarquer le Québec dans l'extractivisme tout-électrique du capitalisme vert, brimant les droits territoriaux autochtones, qui a été [âprement critiqué et récusé par l'ancienne ministre des Richesses naturelles du dernier gouvernement péquiste](#) :

La bonne nouvelle est que le Québec a suffisamment d'électricité pour décarboner son économie sans avoir à construire de nouvelles capacités. La condition première est de faire des choix judicieux sur le plan industriel. Notre électricité précieuse, il faut cesser de la gaspiller dans des projets extrêmement énergivores à faible valeur ajoutée pour le Québec — les centres de données des GAFAM, la cryptomonnaie, les usines d'hydrogène pour exportation, etc.

Qu'entend-t-on par se redresser stratégiquement ? D'un côté, le monde (ordinaire), piégé par les rivalités guerrières des grandes et moyennes puissances en voie de néofascisation, gravite de plus en plus rapidement vers le trou noir de la terre-étuve aggravé par un super El Niño. De l'autre, le peuple québécois n'arrive pas à se libérer du filet du Canada pétrolier et gazier, [avec sa loi C-39](#), qui le regarde de haut pendant que le nationalisme canadien se satellise au trumpisme tout en faisant semblant d'y résister. La tâche stratégique Solidaire consiste à inviter le peuple travailleur du Québec à se déprendre des entraves du dépendant impérialisme canadien afin que ce « *petit peuple* » se métamorphose en « *quelque chose comme un grand peuple* » pour devenir le fer de lance mondial d'une société en décroissance matérielle du prendre soin des gens et de la terre-mère. Sur son chemin le prolétariat, au cœur de cette stratégie, trouvera d'abord la fédéraliste et ratatinée demi-bourgeoisie québécoise férue d'«austérité» et de bradage des abondantes ressources naturelles québécoises. Elle veut ainsi s'inscrire dans la militariste division internationale du travail hypnotisée par la soi-disant intelligence artificielle générative dont les investissements gargantuesques dans les centres de données préparent une crise économique majeure et une explosion de gaz à effet de serre (GES).

QS, un parti qui doit achever sa prolétarianisation à l'encontre des quatre partis bourgeois

La stratégie suicidaire bourgeoise est soutenue par la demi-bourgeoisie dont le parti est le PLQ qui a su se donner une base électorale anglophone-allophone attachée au rassurant nationalisme canadien tout comme les francophones dont l'emploi (et les prestations) dépend du gouvernement fédéral. La soutient aussi la petite-bourgeoisie représentée par le PQ qui pour capter la plus-value de cette insertion dans le marché mondial, mais faute de moyens financiers à la hauteur à sa disposition, veut se servir de l'État québécois, donc des moyens fiscaux provenant du peuple travailleur, sans céder une partie de cette plus-value à l'État fédéral. Jusqu'à preuve du contraire, on peut faire l'hypothèse que le nouveau venu, le PCQ, s'appuie sur une constellation de PME et de leurs employé-e-s non syndiqué-e-s, avant tout de régions francophones peu cosmopolites, frustrées par les ratées couteuses de la filière batterie de la CAQ pour laquelle en plus elles furent délaissées. Les tergiversations autour du « [troisième lien](#) » et du tramway de Québec ont cristallisé cette frustration. L'importante exception des régions éloignées demeurées péquistes s'explique par leur dépendance vis-à-vis les grandes entreprises manufacturières et minières surtout non québécoises (aluminium, fer, éolien, ciment, or, pâtes et papier) exploitant les ressources naturelles.

QS, redevenu comme jamais un parti de périphérie de centre-ville, surtout montréalaise francophone, s'appuie sur une petite bourgeoisie mêlée à un prolétariat, tous deux aux moyens

modestes mais aux idées progressistes et surtout en partie organisés communautairement (non syndicalement). Dans la dernière année, c'est ce milieu qui a été le plus mobilisé y compris lors de la campagne électorale, un facteur consolidant le vote Solidaire quoique le milieu syndical reste démobilisé par suite de son échec à récuser les profondes contre-réformes antisyndicales et liberticides du gouvernement caquiste. Comment tendre la main au majoritaire peuple travailleur des banlieues et des régions ? *That is the question*. La réponse de la direction de QS est de recentrer le message d'où une plateforme électorale certes clairement plus à gauche que celles de plus en plus à droite des quatre autres partis mais aussi clairement plus modérée, contrairement à DSA, à Die Linke et au PSOL brésilien, que la plateforme de 2018, qui a valu à QS son bond en avant, et même de celle de 2022. En découle que la tentation de QS, pour le temps que durera ce gouvernement minoritaire récemment élu, sera d'ajuster sa plateforme à ce que le PQ serait susceptible d'accepter. Le centrisme s'en verra renforcé, prolongeant la [campagne électorale qui a raté l'essentiel, international comme national](#).

Une révolution des rapports sociaux pour accomplir une révolution de la structure économique

La masse prolétarienne et travailleuse est avant tout préoccupée par les crises du coût de la vie, du logement et des services publics pour lesquelles, discours politicien droitiste et de radio-poubelle aidant, elle est tentée de blâmer les « étranges ». En découle que l'appel Solidaire se doit d'expliquer la source capitaliste de la crise et de lier sa solution à celle fondamentale du XXI^e siècle, celle écologique. Les solutions pour boucler la fin du mois doivent aussi éloigner la fin du monde, la justice sociale doit se combiner à la justice climatique. Ces solutions sont connues, accessibles et bon marché mais elles exigent une profonde et large mobilisation qui dure dans le temps, d'abord pour balancer le 1% et neutraliser le 10% qui les bloquent et ensuite pour réorganiser la société sur la base d'une démocratie participative qui arrache l'essentielle sphère économique et financière à la dictature du capital.

C'est cette révolution des rapports sociaux qui permettra d'en finir avec le faux bonheur clinquant de la consommation de masse et de la société du spectacle en faveur d'une société solidaire de temps libéré pour la politique, la science, l'art et l'amour. Pour y arriver, il faudra, après la rupture avec le capital assurant le contrôle démocratique de l'épargne nationale et à terme internationale et la socialisation des secteurs économiques clefs, une transition révolutionnant les secteurs de l'énergie (sobriété, efficacité et énergie renouvelable), du transport (abolition de l'auto solo en faveur du transport actif et en commun), de l'habitat (abolition de la « villa campagnarde » en faveur de l'habitat collectif et social), de l'agriculture (abolition de l'agro-industrie carnée et de l'alimentation ultra-transformée en agrobiologie végétarienne), de l'aménagement du territoire (abolition du divorce ville-campagne en faveur de quartiers et villages quinze minutes avec jardins communautaires et parcs nature), de la production-consommation (abolition de l'obsolescence planifiée, de la mode commerciale, du jetable, de la publicité commerciale par des produits durables, réparables, récupérables et conçus pour être facilement recyclables). Cette société nouvelle centrée sur les services publics renforcera les gains des « trente glorieuses » et comprendra finance, transport et énergie.

Les fausses réformes enlissent dans le capitalisme vert et par là dans le fédéralisme

Mais attention de ne pas mettre la charrue avant les bœufs. Il faut certainement lutter dès maintenant pour des réformes mais sans sombrer dans un réformisme à contre sens. Certaines « victoires » sous le capitalisme peuvent être à double tranchant. L'alimentation biologique, plus

dispendieuse comme c'est généralement le cas, n'est pas accessible à la majorité du peuple travailleur. Une réforme doit s'assurer de son bon marché. Un quartier qui est un modèle écologique, comme il doit habituellement s'autofinancer, comporte habituellement un habitat cher à l'achat même si à la longue cette cherté sera récupérable par le bon marché de l'énergie épargnée sans compter une paisibilité accrue difficilement chiffrable. Une bonne partie si ce n'est la majorité des logements se doit d'y être sociale et écoénergétique tout comme l'ensemble des logements à construire ou à rénover. Sont à récuser les faux amis comme l'auto solo électrique qui, sans compter ses émanations supérieures de GES pour sa fabrication, ne règle en rien l'énergivore étalement et congestion urbains en plus d'être généralement plus dispendieuse. Idem pour les produits de qualité donc plus durables qui sont plus chers à l'achat mais non à l'usage. Le peuple travailleur ne dispose généralement pas des fonds de roulement nécessaires pour profiter du bon marché écologique qui se révèle à la longue. Seule une société écosocialiste peut permettre la pleine expression des réformes écologiques y compris pour le monde entier soit par l'accueil des « damné-e-s de la terre » ou par la solidarité entre peuples.

Une stratégie s'inspirant de la Commission nationale sur l'avenir du Québec de 1994-95

Last but not least, l'articulation entre lutte indépendantiste et lutte climatique doit être claire et précise sinon l'emportera la conception identitaire jusqu'au racisme larvé du PQ. Ce qui mettra QS à la remorque du PQ qu'il le veuille ou non. QS ne peut pas se contenter de se proclamer plus inclusif même s'il est exact que l'indépendantisme frileux et ratatiné du PQ mène soit à l'échec référendaire soit dans le mur d'une société dépendante du grand capital et des grandes puissances si ce n'est du trumpisme. La tactique en vue de la prochaine législature serait d'interpeler fortement et systématiquement le gouvernement péquiste pour que, en harmonie avec la plateforme de QS laquelle trouve un écho chez le PQ prétendant vouloir faire une consultation pour une constitution provisoire, amorcer dans les plus brefs délais un processus de consultation à l'image de la Commission nationale sur l'avenir du Québec de 1994-1995. Cette Commission avait joué un rôle majeur pour [mobiliser le peuple québécois en vue du référendum de 1995 quasi gagnant](#), malgré ses limites tel son contrôle par le PQ et malgré la douche d'eau froide subséquente de l'entente tripartite PQ-Bloc-ADQ et de la prise en charge de la fin de la campagne référendaire par l'ex Conservateur Lucien Bouchard par suite de la panique de la direction du PQ face à son chef Jacques Parizeau qui aurait franchi une ligne rouge en laissant la dynamique de la campagne prendre un caractère de lutte de classe. Il y aurait matière à faire une campagne grand public qui donnerait à QS l'initiative stratégique de la politique québécoise en autant que le contenu de cette campagne soit mobilisateur par son caractère concret justice climatique – justice sociale loin des arguties constitutionnelles. Et une telle campagne servirait de point d'appui pour gagner l'opinion publique à la nécessité d'une Assemblée constituante tout en créant une dynamique favorable à la reprise de la lutte sociale.

Annexe

Nombre de la députation et pourcentage du vote populaire (système uninominal à un tour)

An – sièges /Parti	PQ	PLQ	PCQ	QS	CAQ
2022 – 125	3 – 14.6%	21 – 14.4%	0 – 12.9%	11 – 15.4%	90 – 41%
2026 – 127	59 – 28%	40 – 24.3%	19 – 20.7%	9 – 12.4%	0 – 13.3%

Le taux de participation est de 66.9% contre un sommet de 85.3% en 1981 et un creux de 57,4% en 2008

Marc Bonhomme, 11 octobre 2026

www.marcbonhomme.com ; bonmarc1@gmail.com